

Le capitalisme à la poubelle

mardi 30 septembre 2008, par [BESANCENOT Olivier](#), [LCR \(France\)](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 30 septembre 2008).

Sommaire

- [Tract NPA : Le capitalisme \(...\)](#)
- [Quand Sarkozy défendait \(...\)](#)
- [A Sarkozy et aux riches de \(...\)](#)

Déclaration d'Olivier Besancenot

Le 30 septembre 2008

Après le rejet du plan Paulson, la spirale de la crise financière commence à frapper le système bancaire en Europe. Le discours ronflant de Sarkozy à Toulon tentant de dédouaner le capitalisme n'est qu'une imposture de plus. Ce n'est pas aux salariés de payer la crise alimentée par la spéculation financière.

Les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés de crédit, les fonds de pension ou d'investissement, le patronat sont responsables de la crise actuelle. La levée du secret bancaire est indispensable pour faire toute la lumière sur les mouvements spéculatifs.

Il faut un plan d'urgence qui s'attaque à la racine de la crise. Pour la LCR, il est hors de question d'accepter la recette traditionnelle des capitalistes, à savoir la nationalisation des pertes aujourd'hui et la privatisation des bénéfices demain.

Il faut mettre en place un service public bancaire, sous le contrôle des salariés du secteur et de la population, service public décentralisé et mutualisé qui aurait pour objectif de drainer l'épargne et de mobiliser le crédit pour satisfaire les besoins sociaux décidés par la collectivité.

Pour cela, les banques et les établissements de crédit doivent être nationalisés, sans indemnité et sans vente ultérieure des actifs.

Malgré la crise, les PDG continuent à être grassement payés, à travers leurs rémunérations directes, leurs stocks-options, leurs parachutes dorés. Il faut supprimer ces privilèges. Les moyens financiers existent et les salariés doivent en bénéficier. A l'heure où tant de salariés et de familles voient leur pouvoir d'achat fondre, il est urgent d'augmenter tous les revenus de 300 euros net et de fixer à 1500 euros net le salaire minimum et les minimas sociaux.

Le chômage vient de faire un bond en avant spectaculaire et les licenciements boursiers, les délocalisations pour augmenter les dividendes versés aux actionnaires continuent, comme à Renault Sandouville. Ceux qui trinquent, ce sont les salariés, pas les patrons qui ont toujours une solution pour se recaser. Plus que jamais, il faut interdire les licenciements et pour cela utiliser l'arme du remboursement des subventions publiques que ces entreprises ont empoché pendant des années. Les mobilisations des salariés de Goodyear, de Sandouville tracent la voie d'une riposte unitaire et interprofessionnelle, qui, seules, peuvent bloquer la politique patronale. Pendant la crise, les mouvements spéculatifs boursiers continuent. Il y a des établissements financiers qui coulent tandis

que d'autres rachètent et se renforcent.

Ne nous laissons pas abuser par les discours lénifiants de Sarkozy sur le bon capitalisme victime de méchants financiers. Moraliser le capitalisme est un leurre. Il faut bien au contraire le renverser.

Mobilisons-nous pour construire ensemble une société débarrasser de l'exploitation, de l'oppression, de la spéculation, une société où les pouvoirs seraient exercés par ceux et celles qui travaillent.

Tract NPA : Le capitalisme fait faillite et Sarkozy se paye notre tête

« Je veux le dire aux Français : l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle (...) La crise actuelle doit nous inciter à refonder le capitalisme sur une base éthique »

N. Sarkozy à Toulon, le 25 septembre

Qui aurait imaginé que le président bling-bling s'en irait un jour dénoncer les « excès » du capitalisme « financier » ?

Oui, la situation est grave. Oui, la soif de profits jamais satisfaite d'une poignée de privilégiés met toute la société en danger. L'accumulation sans fin des capitaux n'est pas une dérive du capitalisme mais le cœur de son fonctionnement.

Dans son discours de Toulon, Sarkozy a reconnu qu'il y a eu de grosses erreurs, des dérives. Mais, a-t-il prétendu, ce n'était pas le vrai capitalisme car celui-ci serait « moral », « éthique », « productif ». Cause toujours... Il reste que sa seule proposition face à la crise, c'est de poursuivre et aggraver les agressions antisociales qu'il mène déjà sur tous les terrains.

Il a ainsi annoncé, pêle-mêle : un nouveau recul du pouvoir d'achat et l'explosion des licenciements ; le maintien du plan de saccage de l'hôpital public ; l'accélération de la contre-réforme de l'Etat avec, il s'en est vanté, « dès l'an prochain un total sans précédent de 30 600 emplois supprimés dans la fonction publique » ; un gros paquet de nouvelles aides, exonérations de charges et d'impôts pour les patrons.

Enfin, Sarkozy s'est engagé à ce que l'Etat vienne au secours des banques, assurances et sociétés de crédit, si ces dernières se retrouvaient en défaut de paiement. Comme aux Etats-Unis, on « nationaliserait » donc leurs pertes en les faisant financer par nos impôts. Déjà victimes des bas salaires, de la précarité et de la hausse des prix, les travailleurs subiraient ainsi une véritable « double peine ».

Dans le même temps, la privatisation de tout ce qui peut faire du profit, elle, continue de plus belle. Exemple : la Poste, dont le gouvernement vient d'annoncer « l'ouverture du capital » et l'entrée en Bourse (une décision prise en plein milieu de la tourmente des marchés...).

Aux riches de payer leur crise

Tous les gouvernements sont inquiets pour l'avenir du système et parlent désormais du besoin de « nouvelles régulations », d'une intervention accrue de l'Etat dans l'économie. Mais quel que soit le degré de sincérité de ces déclarations, ils sont d'accord sur un but : faire payer la crise, leur crise,

aux classes populaires.

A nous de ne pas l'accepter et de reprendre aux financiers, aux patrons et aux actionnaires tout ce qu'ils nous ont volé.

Les luttes de résistance foisonnent, mais elles restent dispersées et trop souvent isolées. Aidons à les coordonner, à les unifier.

Parmi d'autres mobilisations dans le privé et le public, la grève de la Poste du mardi 23 septembre a été un succès. Un large front syndical, politique et associatif, s'est formé au niveau national. La bataille qui commence contre la privatisation de la Poste peut être l'occasion de mettre un coup d'arrêt aux attaques et de changer le rapport de forces.

Sarkozy a clairement identifié son ennemi : l'anticapitalisme. Là au moins, les choses sont claires. Ni éthique, ni moral, ni réformable, ce système de sauvages doit être combattu et renversé. Venez avec nous construire le NPA !

Quand Sarkozy défendait les subprimes...

Trouvé sur le site de l'UMP, dans la rubrique « l'abécédaire du candidat Nicolas Sarkozy », à la lettre « C » comme « Crédit » :

Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages et que l'État intervienne pour garantir l'accès au crédit des personnes malades.

Je propose que ceux qui ont des rémunérations modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement.

Il faut réformer le crédit hypothécaire. Si le recours à l'hypothèque était plus facile, les banques se focaliseraient moins sur la capacité personnelle de remboursement de l'emprunteur et plus sur la valeur du bien hypothéqué. Ceci profiterait alors directement à tous ceux dont les revenus fluctuent, comme les intérimaires et de nombreux indépendants.

Ce type nous prend vraiment pour des abrutis...

Besancenot (LCR) : « pas un seul grand patron ne va trembler » avec Sarkozy

PARIS, 26 sept 2008 (AFP) - Le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Olivier Besancenot, a jugé vendredi que « sous le règne de Nicolas Sarkozy, il n'y a pas un seul grand patron qui va trembler ».

« Le retour de l'Etat » annoncé par le président de la République « c'est plutôt l'Etat comme bouée

de sauvetage pour les plus gros capitalistes, a déclaré M. Besancenot sur France Info. »Sous le règne de Nicolas Sarkozy il n'y a pas un seul grand patron qui va trembler, quand bien même il y aurait une réglementation des parachutes dorés« , a-t-il ajouté. Le chef de l'Etat »s'apprête à socialiser les pertes pour la majorité de la population et à privatiser les profits pour les intérêts de quelques-uns« , a aussi affirmé M. Besancenot. Selon lui, »le vrai tournant« jeudi dans le discours du président de la République à Toulon, c'est que »le mot récession a été prononcé". swi/em/abx

A Sarkozy et aux riches de payer la crise

Communiqué de la LCR

A Toulon, Sarkozy a été obligé de reconnaître la gravité de la situation. Il reconnaît que la crise risque de passer de la sphère financière au secteur bancaire menacé d'asphyxie. Il reconnaît que la crise génère la baisse de la croissance, un nouveau bond en avant du chômage dopé par des plans de licenciements massif, une nouvelle dégradation des conditions de vie des classes populaires. Adepte de la méthode de la poudre aux yeux, il s'est livré à un numéro purement démagogique pour tenter de dédouaner le capitalisme et contre le laisser-faire de la sphère politique vis à vis du marché. C'est le signe du puissant discrédit qui frappe le capitalisme. Aux Etats-Unis comme en France, la crise est tellement forte que les partisans du moins d'Etat organisent désormais son intervention dans l'économie.

Derrière les discours, il y a la réalité d'une politique toujours plus agressive contre les droits et les acquis sociaux. La politique qu'il annonce sur le terrain des services publics porte un nom, l'austérité. Des dizaines de milliers d'emplois publics supprimés, c'est à dire un plan de licenciements massif à faire pâlir de jalousie les grands patrons du privé, voilà la pierre angulaire du discours de Toulon. Et l'arbre de l'annonce d'une législation contre les parachutes dorés ne doit pas masquer la forêt d'une politique visant à protéger les possédants et à faire supporter les conséquences de la crise aux classes populaires. Privatiser la Poste alors que les banques en faillite sont nationalisées, c'est la vieille recette du capitalisme : privatiser les bénéfices, nationaliser les pertes.

Oui, le capitalisme vit une crise profonde. Et c'est aux riches de la payer ! La charge à laquelle Sarkozy s'est livrée « contre l' anticapitalisme » souligne que le rejet du système monte dans la société, que les anticapitalistes gagnent du terrain. La seule alternative crédible face au désastre capitaliste, ce n'est pas l'aménagement ni la réforme. C'est la rupture. Le capitalisme ne se moralise pas. Il se combat et doit être remplacé par une nouvelle organisation de la société, le socialisme démocratique et écologique. C'est notre projet. Le NPA doit devenir une grande formation politique utile à la fois pour tenir tête à Sarkozy et au Medef, pour défendre les intérêts de la majorité de la population, pour faire vivre l'espoir et développer les luttes contre ceux qui exploitent, qui précarisent et qui licencient.

Le 26 septembre 2008

Deux chiffres éloquentes

39% des Français ont déjà renoncé à un soin, ou l'ont retardé, en raison de son coût (sondage Ipsos) et 85% estiment que leurs enfants ont plus de risques qu'eux de connaître un jour la pauvreté. Sans commentaires.